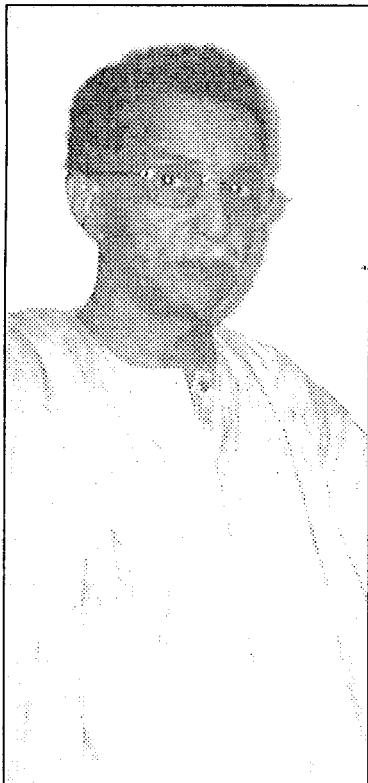


Mohamed Abdellahi Bellil
Conseiller du Secrétaire Général du PRDS

" Je n'ai récolté du PRDS, qu'une détention arbitraire"



Nouakchott Info : M. Bellil, vous êtes conseiller du Secrétaire Général du PRDS, un parti déstabilisé par le putsch du 3 aout. D'abord, une déclaration de condamnation, suivie quelques jours après, d'une autre, mais cette fois-ci de soutien aux orientations du CMJD. En fait,

quelle est l'orientation actuelle de ce parti, va-t-il disparaître ? En un mot quel avenir pour le PRDS ?

Mohamed Abdellahi Bellil : Premièrement, je vais vous faire la différence entre ma position de principe et la position officielle du Parti, rendue publique par son Bureau Exécutif. Personnellement, je me suis très tôt démarqué du putsch. D'abord, pour une question de principe, en tant que démocrate, je suis contre le putsch, contre le changement dans la violence, et aussi pour une question de dignité et d'amour propre. Deuxièmement, pour une question de militantisme, en tant que membre du staff du Secrétariat général du parti, je dois attendre la prise de position de mon parti pour me positionner, je dois suivre la discipline de ce parti. Troisièmement, pour une question d'engagement politique, je suis un politicien, j'entends continuer en politique, je ne ferai la politique qu'à travers les partis, et non à travers les tribus, les clans ou les groupuscules, et je suis déjà adhérent à un parti qui est le PRDS.

suite en P.2

C'est pour ces trois raisons que je me suis affiché très tôt, d'une part contre le putsch, et d'autre part comme quelqu'un qui est attaché à son parti. Pour ce qui est du PRDS, nous avons réussi effectivement, en tant que parti à prendre une position honorable le mercredi, premier jour du putsch, en publiant une déclaration le condamnant et qui a été lue par le SG devant une foule nombreuse au siège central vers 14h de la même journée ; et c'est une position honorable à mettre l'actif du parti.

NI : Mais cette position a été suivie par une autre qui pourrait être considérée moins honorable !

MAB : Deux jours après, les partis ont été reçus par le Président du CMJD, le même bureau exécutif a publié une déclaration dans laquelle il a affirmé son soutien au projet de réformes du CMJD, il a lancé un appel à tous ses militants et cadres pour soutenir cette orientation en participant à toutes les activités de soutien au CMJD. Et depuis, toutes ses déclarations ont porté cette empreinte de soutien clair et indéfectible au CMJD.

NI : Les appréhensions que les mauritaniens avaient à l'égard du PRDS, c'est était un parti de soutien, trouvent ici leur confirmation ; le PRDS ne faisait que soutenir les orientations du Président déchu, et maintenant, il y'a un nouvel homme fort, une nouvelle structure dirigeante, il faut donc la soutenir. C'est tout simplement le maintien de l'orientation du soutien au prince du moment. Doit-on le reprocher au PRDS ? Il n'a fait que ce qu'il a toujours fait !

MAB : Je vous le concède. Personnellement, je n'émet pas de reproches, je vous fais le point de la situation au PRDS. Au début, ce parti s'est démarqué du putsch, puis il a soutenu et il continue de le faire. Cela confirme effectivement l'idée recue du PRDS, que c'est un parti de soutien, mais c'est aussi une position somme toute raisonnable et réaliste, en phase avec l'élan général de soutien au CMJD.

NI : Le PRDS va avoir une

situation difficile parce que la junte au pouvoir n'a pas l'intention de créer un parti, ni même de se présenter, donc son soutien va devenir envahissant, parce que non souhaité !

MAB : Peut être, mais c'est là un fait. Cependant, il faut reconnaître quand même au parti que, jusqu'à présent, son bureau exécutif et son Conseil national maintiennent leur cohésion ; le SG et les membres du bureau exécutif ont entendu plusieurs membres du Conseil national, presque tous les fédéraux, et plusieurs anciens élus pour demander leur avis et pour arrêter une position commune qui est de maintenir la cohésion jusqu'à la tenue du prochain congrès prévu le 21 octobre 2005.

NI : Le Prds a-t-il l'intention de changer de président ? maintiendra-t-il l'ancien Président ? Apparemment les textes ne prévoyaient pas de cas de vacance de poste du président du parti.

MAB : Il y a, effectivement, vice de forme en ce qui concerne la vacance de poste du président. Je crois que la première tâche du Congrès sera d'élire un nouveau président, grosso modo, d'élire une nouvelle direction que j'espère crédible, capable d'initiative et d'imagination, appuyée par des structures souples et dynamiques, avec un discours clair et convainquant. Voilà, pour moi, ce qu'il faut pour la future direction.

NI : Avez-vous une idée du profil du futur président de ce parti ? Y a-t-il des ambitions qui se sont déclarées ? On nous parle tantôt de M. Lemrabott Sidi Mahmoud, tantôt de M. Baidi Houmeïd, etc.

MAB : il y en a sûrement. Personnellement, je ne nommerai personne, d'abord je ne peux pas confirmer l'expression d'une telle ambition ou de telle autre ; et je n'ai pas l'habitude et je ne ferai pas de propagande pour des personnes surtout quand, personnellement, je ne juge pas que cela est nécessaire ou que cela soit raisonnable ou convainquant.

NI : Il faut quand même reconnaître qu'on est un peu

surpris, car après tous vos programmes de formation civique et politique, d'encadrement de la base, de la modernisation des structures, tout cela n'a pas donné de résultats tangibles. Le constat est là, aucun baroud d'honneur, aucune opposition, aucune prise de position par rapport au changement de l'ordre constitutionnel, et puis bon voilà, vous êtes aussi entraîné d'enterrer le père fondateur, vous êtes en train de lui trouver un substitut, alors qu'il est encore vivant et en exil.

Au niveau de la dignité, il y'a quelque chose qui cloche !

MAB : Très sincèrement, je ne peux pas m'opposer, ni récuser et encore moins commenter le constat et le procès que vous voulez faire pour le parti. C'est votre droit, vous êtes libre de le faire.

NI : Mais du moment que vous, vous ne voulez pas le faire, les autres vont le faire à votre place. Vous même, vous êtes sorti, il y'a quelques mois, de l'école de police, vous avez été accusé de terrorisme, et je me rappelle que votre réaction m'a rappelé l'histoire de " la bastonnade de l'artiste " ! Quelle explication donnez-vous à cette attitude des militants du PRDS et des responsables de ce parti, qui ne réagissent jamais ? S'agit-il d'un trait caractériel ?

MAB : J'ai déjà dit au journal, "la Tribune", que mon arrestation arbitraire pendant 21 jours a été une bourde que je ne pardonnerai jamais à ses auteurs. Ce n'est pas parce que je me suis tu que je la laisse passer ; mais à l'époque, je vous avais dit, à vous personnellement, que cette arrestation arbitraire et injustifiée ne m'a pas ébranlé, ni sur le plan politique, ni sur le plan moral. Personnellement mon contrat avec le PRDS, avec l'ancien Président, était un contrat de patriotisme, de militantisme démocratique. Il n'a jamais été un contrat individuel, personnel, tribal, clanique, idéologique, groupusculaire, encore moins un contrat de privilège. Je n'ai récolté du PRDS à ce moment que cette détention arbitraire. Mais j'étais au PRDS, j'étais avec Maaouya, pour une idée, pour un idéal. Vous direz que je me suis longtemps berné d'illusions, je le concède, je ne suis pas

le seul dans cette position. Personnellement, j'ai toujours demandé le changement, par tous les voies et moyens, mais je n'ai jamais souhaité, comme alternative, un putsch et je n'avais qu'à continuer de nourrir des espoirs, et seulement des espoirs, des vœux pieux certes, mais seulement des vœux.

NI : La scène politique est en train de connaître une recomposition, avec un PRDS, apparemment, qui se recompose, on ne sait pas comment, et puis il y'a Moustapha Ould Abeiderrahmane qui surgit, et le PCD avec ses islamistes qui a eu une reconnaissance provisoire. Quelle évolution voyez-vous pour le paysage politique ?

MAB : Je commencerai par dire que le changement qui s'est produit constitue le plus grand défi et la plus grande épreuve pour les partis politiques. Si le PRDS a perdu l'Administration, le pouvoir, les partis qui se disaient de l'opposition ont, à leur tour perdu les prétextes, les alibis ; Maaouya n'est plus là, les urnes seront transparentes, l'administration sera neutre, et donc c'est une mise à l'épreuve pour tous les partis politiques, une interpellation et un test qu'il faut préparer dès à présent. Pour le PRDS, en particulier, je sais que la situation est difficile, il était constitué par Maaouya, tout court. Aujourd'hui, Maaouya n'est plus là, mais je reconnais quand même que le parti a des traditions, il a des structures, il a un espace d'hommes et de femmes que l'on connaît assez familièrement. Il a donc certains atouts, il est redressable. Ce n'est pas raté pour le PRDS à condition de pouvoir le redresser, le mettre à niveau et pouvoir le repositionner valablement par rapport à la situation actuelle et surtout par rapport aux perspectives de 2006-2007. Mais pour les autres partis politiques, l'épreuve n'est pas moins dure, ils doivent dès à présent se positionner, forcer l'admiration, prouver leur crédibilité, prouver leur aptitude à occuper la scène politique, à être aux rendez-vous du CMJD, fixés à un ou deux ans.

PROPOS RECUEILLIS PAR IOM